



CRISE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE

Par Anna Fälth et Mohammad Abbadi

Transformer la crise financière et économique mondiale en opportunité pour les hommes et les femmes pauvres

I. Vue d'ensemble: l'égalité de genre et la crise

La crise économique et financière mondiale, qui a débuté aux États-Unis, puis a touché l'Europe, l'Asie et le reste du monde, entrave la réalisation de l'engagement international pris lors de la Déclaration du Millénaire en 2000. L'affaiblissement de l'économie mondiale menace d'affecter sérieusement la stabilité, la sécurité et le potentiel de croissance des pays en développement, d'inverser les progrès accomplis en matière de développement humain et de réduction de la pauvreté et d'entraîner des inégalités encore plus marquées entre les hommes et les femmes. Avant la crise économique actuelle, une augmentation sans précédent des prix des denrées alimentaires et du pétrole avait significativement affecté la balance des paiements de nombreux pays en développement¹. La crise économique et financière a débuté peu après, entraînant une baisse de la demande ainsi que des chutes concomitantes des prix des denrées de base et des produits manufacturés. Il en a résulté une

Table des matières

I. Vue d'ensemble : l'égalité de genre et la crise	1
II. Impact de la crise sur l'égalité de genre	2
Voies de transmission de la crise	2
Résultat de la crise, risques et stratégies d'adaptation à court terme	5
III. Guide pratique : le rôle du PNUD dans la réaction face à la crise	7
Niveau international	7
Niveau national	8
Plan d'action pour une reprise économique prenant en compte la problématique genre au niveau des pays	9
IV. Enseignements dégagés	13
V. Ressources et lectures recommandées	14

baisse des apports en devises étrangères et donc un impact négatif supplémentaire sur la balance des paiements des pays. Les économies dépendantes des échanges de services (par ex., le tourisme) ont également connu une diminution très importante des apports en devises étrangères du fait

«Les familles sont confrontées au rétrécissement des moyens d'existence et aux pertes d'emploi, et les gouvernements soumis à l'effondrement des revenus et aux pressions constantes de réduire les dépenses publiques. Dans une telle conjoncture, les hommes et les femmes à travers le monde peinent à joindre les deux bouts et ne savent plus comment faire pour satisfaire à leurs besoins avec des moyens aussi réduits. Pourront-ils continuer d'envoyer leurs enfants à l'école ? Pourront-ils se permettre de consulter un médecin ? Pourront-ils assurer à leurs familles la nourriture et le gîte nécessaires ?

– Helen Clark, Administratrice du PNUD (26 juin 2009, New York)

de la baisse de la demande pour ces services. Puis, la situation a été exacerbée par le déclin des investissements directs étrangers (39 pour cent en 2009)² du fait des changements intervenus au niveau mondial dans le comportement relatif aux prêts et aux réévaluations des risques liés au crédit, qui ont ajouté d'autres incertitudes et risques à l'économie mondiale. La crise a aussi renversé les tendances dans la migration des chômeurs en quête de travail du fait de la baisse des activités économiques, de l'accroissement du chômage dans les pays de destination et du ralentissement des transferts de fonds³ qui en a résulté.

Des crises précédentes (par ex., la crise financière asiatique de 1997-1998) nous ont appris que, du fait que les récessions économiques affectent les femmes, les hommes, les filles et les garçons de manière différente, les réactions à ces crises doivent prendre en compte les démarches soucieuses d'égalité de genre (voir la Section IV pour les réactions précédentes du PNUD aux crises économiques). L'absence d'actions immédiates prolongera la crise et accentuera son intensité et ses effets sur le développement humain (par ex., la malnutrition a des effets à long terme sur le bien-être physique ; les enfants qui abandonnent l'école aujourd'hui risquent de ne pas y retourner demain). La crise donne des occasions de réviser les paradigmes économiques et financiers actuels, d'examiner minutieusement les solutions probantes et les échecs et d'identifier les mesures à même d'améliorer le quotidien des femmes, des hommes, des filles et des garçons vivant dans la pauvreté.

Cette Note d'orientation souligne les impacts différenciés de la crise actuelle sur les femmes et les hommes pauvres et ses implications concernant le développement et la croissance économiques. Elle formule aussi des recommandations aux bureaux de pays du PNUD et à leurs partenaires nationaux en matière d'harmonisation de leurs actions et d'aide à leurs homologues nationaux dans le renforcement de leurs capacités en vue d'apporter une réponse efficace à la crise.

II. Impact de la crise sur l'égalité de genre

VOIES DE TRANSMISSION DE LA CRISE

La récession économique affecte les hommes et les femmes par des voies de transmission différentes.

Commerce : une combinaison d'augmentations brutales de prix et de baisses de la demande pour les exportations de produits de base et manufacturés et des services touristiques constituent les principaux facteurs de la récession économique que doivent affronter de nombreux pays en développement. L'Organisation mondiale du commerce a déclaré qu'en 2009, les échanges commerciaux

mondiaux connaissaient leur plus forte baisse depuis 60 ans – près de 10 pour cent, avec un déclin de 14 pour cent pour les économies développées et de 7 pour cent pour les pays en développement⁴. Les économies de presque tous les pays en développement sont très peu diversifiées et très dépendantes d'une seule ou de quelques denrées de base ou produits manufacturés. Par exemple, 85 pour cent des exportations du Cambodge proviennent de l'industrie de la confection textile⁵, près de 80 pour cent des exportations de la Zambie sont constituées de cuivre ou de cobalt⁶ et près de 80 pour cent des exportations du Bénin sont composées de coton⁷.

QUELS SONT LES PAYS LES PLUS VULNERABLES À LA CRISE ?

Les économies qui sont vulnérables à la crise ont en général en commun plusieurs des caractéristiques suivantes en commun⁸ :

- Dépendance aux exportations d'un ou de quelques produits de base, ou d'un ou de quelques secteurs de services (notamment les biens ou services dont les prix ont chuté ou dont la demande est très sensible aux changements du revenu des consommateurs) ;
- Part significative de leurs exportations destinées à des économies avancées frappées par la crise ;
- Forte dépendance aux transferts de fonds ;
- Forte dépendance des flux de capital privés (par ex., les investissements directs étrangers) ;
- Secteurs bancaires exposés et marchés boursiers sophistiqués mais faiblement réglementés ;
- Partie importante du secteur bancaire et avoirs sous contrôle étranger ; et
- Dépendance de l'aide.

Les pays les moins à même de répondre à la crise ont généralement plusieurs des caractéristiques suivantes en commun :

- Balance des paiements négative du fait de la baisse des revenus des exportations par rapport aux dépenses pour les importations ;
- Confrontation à des pressions exercées sur les taux de change et d'inflation ;
- Faible niveau des réserves ;
- Déséquilibres budgétaires et déficits⁹ ;
- Dettes extérieures élevées ;
- Faiblesse des capacités de mise en œuvre politique et des institutions ; et
- Insuffisance des filets de protection sociale.

Les femmes et les hommes pauvres qui travaillent ont tendance à être surreprésentés dans certains secteurs axés sur les exportations. En outre, les femmes représentent habituellement la majorité des employés d'industries comme la confection de vêtements, le textile et le tourisme, alors que la tendance pour les hommes est d'être majoritairement présents dans les industries de la construction, des mines et des autres industries lourdes. De plus, les femmes constituent la majorité des employés à mi-temps et des employés occupant un travail précaire (par ex., le travail à domicile, le travail saisonnier ou le travail indépendant), et elles ont tendance à se concentrer dans les secteurs peu qualifiés. De ce fait, le déclin des activités commerciales a forcé beaucoup de femmes et d'hommes pauvres à adopter des stratégies d'adaptation à court terme qui ont des implications sur le développement humain dans le long terme (par ex., une baisse des dépenses du ménage consacrées à l'éducation, la santé et l'alimentation), et a condamné de nombreuses personnes au chômage¹⁰.

Au cours de la crise financière asiatique de 1997–1998, les emplois des femmes ont été les premiers à être supprimés ; des conclusions similaires pourraient être tirées de la crise actuelle. Cela s'explique par ce que certains spécialistes de l'économie appellent le « biais de l'homme soutien de famille » dans les cadres de politiques macroéconomiques. Qu'ils soient formulés explicitement ou pas, ces cadres prétendent à tort que les femmes et les enfants tirent leur subsistance des revenus rapportés par les maris et les pères et que les travailleurs typiques ont peu de responsabilités familiales. La réalité, cependant, est que les ménages ont diverses stratégies en matière de subsistance qui nécessitent que les femmes aient un revenu et qu'elles fournissent en outre divers services de soins non rémunérés¹¹. Malgré les rôles que remplissent réellement les femmes, les préjugés qui existent dans ces cadres font que les réactions à la crise accordent une priorité moindre à la participation des femmes au marché du travail ; lorsque les emplois se font rares, les hommes sont perçus comme les soutiens de famille légitimes.

Flux de capitaux : les flux de capitaux ont baissé dans presque tous les pays en développement. Que ce soit sous forme de prêts bancaires, d'investissements directs étrangers ou de flux de portefeuilles, l'impact fait courir un risque de fermeture ou de banqueroute aux entreprises dans de nombreux secteurs. De plus, le resserrement des critères d'octroi de prêts bancaires a exacerbé une autre crise déjà présente, bien que silencieuse : l'accès des femmes aux services financiers formels est limité. Cela s'explique par des préjugés liés au sexe en ce qui concerne les droits à la propriété, le manque de garanties apportées par les femmes (par ex., des terres et d'autres avoirs) ainsi que des normes culturelles et d'autres pratiques discriminatoires dans les secteurs financiers et économiques.

La détérioration de la situation économique et la baisse des flux commerciaux ont sérieusement entravé la capacité des gouvernements à fournir des ressources sans mettre en danger la durabilité de leur situation financière ou la stabilité de leur économie. Contrairement aux réactions à la crise adoptées dans les pays développés (par ex., les interventions massives de l'État pour restaurer la confiance du marché, la fourniture de cautions et de subventions), les institutions financières internationales prescrivent à de nombreux pays en développement des politiques néolibérales qui rejettent l'intervention de l'État dans l'économie nationale¹². Par conséquent, les gouvernements de ces pays resserrent leurs politiques fiscales et redirigent leurs dépenses prioritaires dans les secteurs autres que la protection sociale, l'éducation, la santé et les domaines des services publics essentiels pour les femmes, qui sont principalement chargées des services de soins dans leurs familles.

Les pays donateurs, en réponse à la détérioration de leurs propres conditions économiques, réduisent les niveaux d'aide officielle au développement. Pour les pays les moins développés, très dépendants de ces aides, la crise présente un sérieux problème de financement des priorités budgétaires.

Transferts de fonds : l'émigration et les transferts de fonds sont les autres secteurs sur lesquels la crise a un impact différent en fonction des sexes. En 2008, les transferts de fonds vers les pays en développement étaient estimés à 283 milliards de dollars US¹³. Des exemples spécifiques de pays pour lesquels les transferts de fonds ont un rôle dans l'économie comprennent le Tadjikistan et la Moldavie : en

2008, les transferts de fonds représentaient respectivement 45,5 et 38,3 pour cent de leur PIB national¹⁴.

Les transferts de fonds jouent un rôle essentiel pour les ménages dans de nombreux pays en développement. Ils sont généralement utilisés pour acheter des denrées et services de base et ils jouent un rôle crucial dans le développement au niveau local. Lorsque les transferts de fonds excèdent les besoins de subsistance fondamentaux, ils sont généralement employés pour investir dans les terres, le logement ou pour améliorer les infrastructures locales. Les transferts de fonds des femmes contribuent généralement à accroître l'accès des filles à l'enseignement supérieur. En Chine, par exemple, les transferts de fonds des émigrés à leurs familles habitant dans les zones rurales – une étude de la Banque mondiale a indiqué que ces transferts se sont élevés à 30 milliards de dollars US en 2005 – ont été essentiels pour permettre aux filles et aux garçons des émigrés de bénéficier d'une éducation¹⁵. Des recherches ont établi que, lorsque qu'une femme gère l'utilisation des transferts de fonds, la probabilité que ces fonds soient distribués équitablement pour répondre aux besoins de l'ensemble du foyer est plus grande¹⁶.

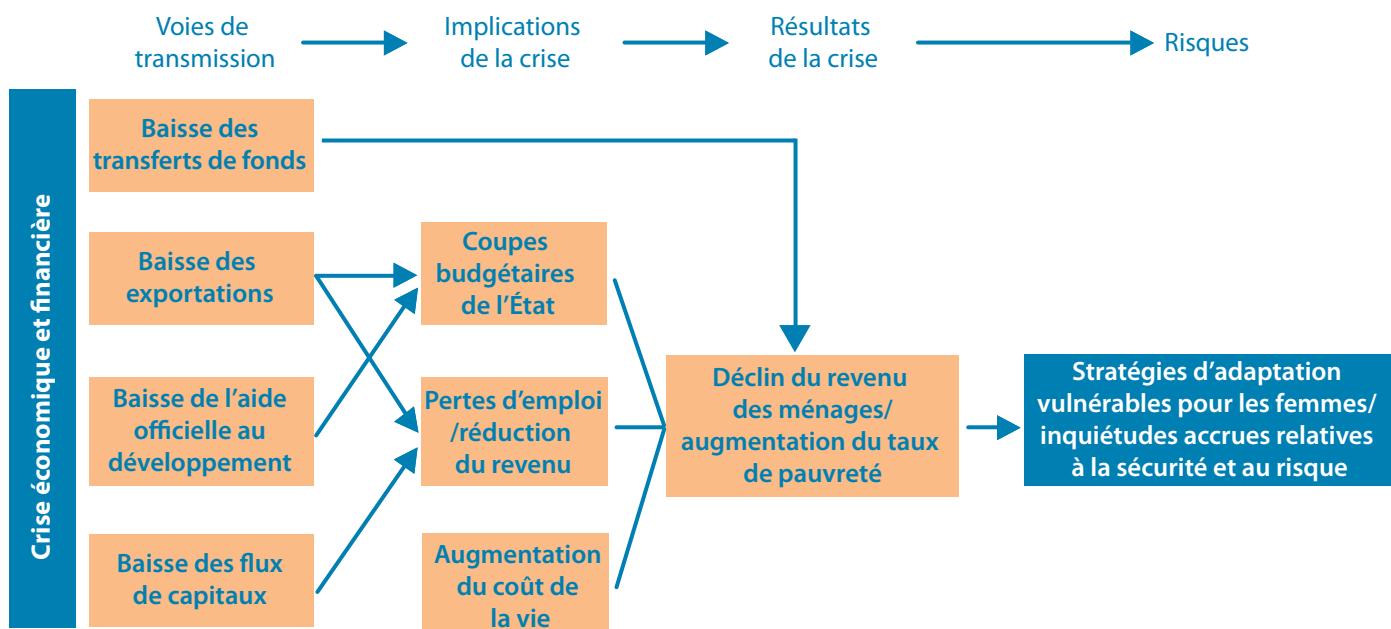
Les récessions économiques peuvent avoir de sérieuses conséquences sur le flux et l'ampleur des transferts de fonds, étant donné que les travailleurs émigrés (femmes et hommes) sont la catégorie de travailleurs la plus vulnérable en termes de pertes d'emplois. L'Organisation Internationale de l'Emigration et la Banque Mondiale ont estimé que les flux de transferts de fonds diminueraient de manière appréciable en 2009¹⁷. En novembre 2009, la Banque mondiale a estimé la baisse à 6,1 pour cent au niveau mondial¹⁸. A la date de décembre 2009, les transferts de fonds annuels dans certains pays, comme le Bangladesh, la Colombie, la Jamaïque, le Mexique et le Maroc avaient diminué jusqu'à 15-19 pour cent. Il y a eu cependant d'importantes variations tout au long de l'année, comme au Mexique par exemple, où les transferts de fonds ont baissé jusqu'à 35,8 pour cent en octobre 2009. D'autres pays ont été moins touchés, comme par exemple la République dominicaine, le Kenya et le Nicaragua, où les taux annuels de transferts de fonds ont diminué de 2,2, 4,3 et 6,3 pour cent respectivement¹⁹. En 2008, l'émigration a diminué en Roumanie et 14 pour cent des travailleurs émigrés sont rentrés chez eux. A la date de juillet 2009, les transferts de fonds s'étaient

effondrés, plongeant à 90 pour cent du niveau des transferts de l'année précédente²⁰.

En prenant en compte le fait que ce sont les femmes qui sont souvent les récipiendaires de ces fonds, le déclin les affecte sévèrement, ainsi que leurs enfants. La perte d'un revenu vital met les ménages en danger, car ils ne peuvent plus se permettre d'acheter des produits et des services de base. En compensation, les femmes et les enfants ont tendance à

suivre des stratégies d'adaptation à court terme, comme par exemple la déscolarisation des filles ou la réduction du nombre de repas par jour. Ces stratégies ont à long terme, de sérieuses impacts sur le développement. En outre, les changements dans l'émigration associés à une baisse des transferts de fonds entravent aussi l'autonomisation des femmes et l'indépendance personnelle acquise pendant que leurs époux se trouvaient à l'étranger.

Figure 1 : Impact de la crise financière et économique sur les hommes et les femmes pauvres



Source: Anna Fälth et Mohammad Abbadi, équipe du PNUD pour l'égalité de genre, 2009.

RÉSULTATS DE LA CRISE, RISQUES ET STRATÉGIES D'ADAPTATION À COURT TERME

Du fait que davantage de femmes et d'hommes perdent leurs emplois et leurs salaires, que les transferts de fonds diminuent et que le coût de vie augmente, les familles s'enfoncent encore plus profondément dans la pauvreté. Cette situation force les hommes et les femmes pauvres à adopter des stratégies d'adaptation à court terme et des comportements à risque, tels que la réduction des dépenses du ménage, la réduction du nombre de repas à un seul par jour (au mieux), la prise d'emprunts à fort taux d'intérêt ou la participation à des activités génératrices de revenu mais à risque (par ex., la prostitution). La communauté internationale a fait part de ses préoccupations majeures

par rapport aux résultats de ces stratégies d'adaptation à court terme : une augmentation du nombre de filles déscolarisées ; une violence accrue à l'encontre des femmes et des filles ; une augmentation du taux de VIH/SIDA ; et une intensification des activités criminelles et des risques afférents à la sécurité. Dans cette crise, comme pour les crises précédentes, les femmes et les filles doivent en outre prendre en charge davantage de services de soins non rémunérés (par ex., des soins de santé pour les enfants et les personnes âgées), des tâches qui auraient autrement été assurées par le secteur privé ou public.

En République centrafricaine, l'industrie minière a été fortement frappée par la crise. Alors que les hommes représentent la majorité des travailleurs officiels dans ce

« Les usines ferment partout – et maintenant les femmes sont approchées par des trafiquants du sexe qui leur demandent d'aller travailler dans les pays occidentaux. »

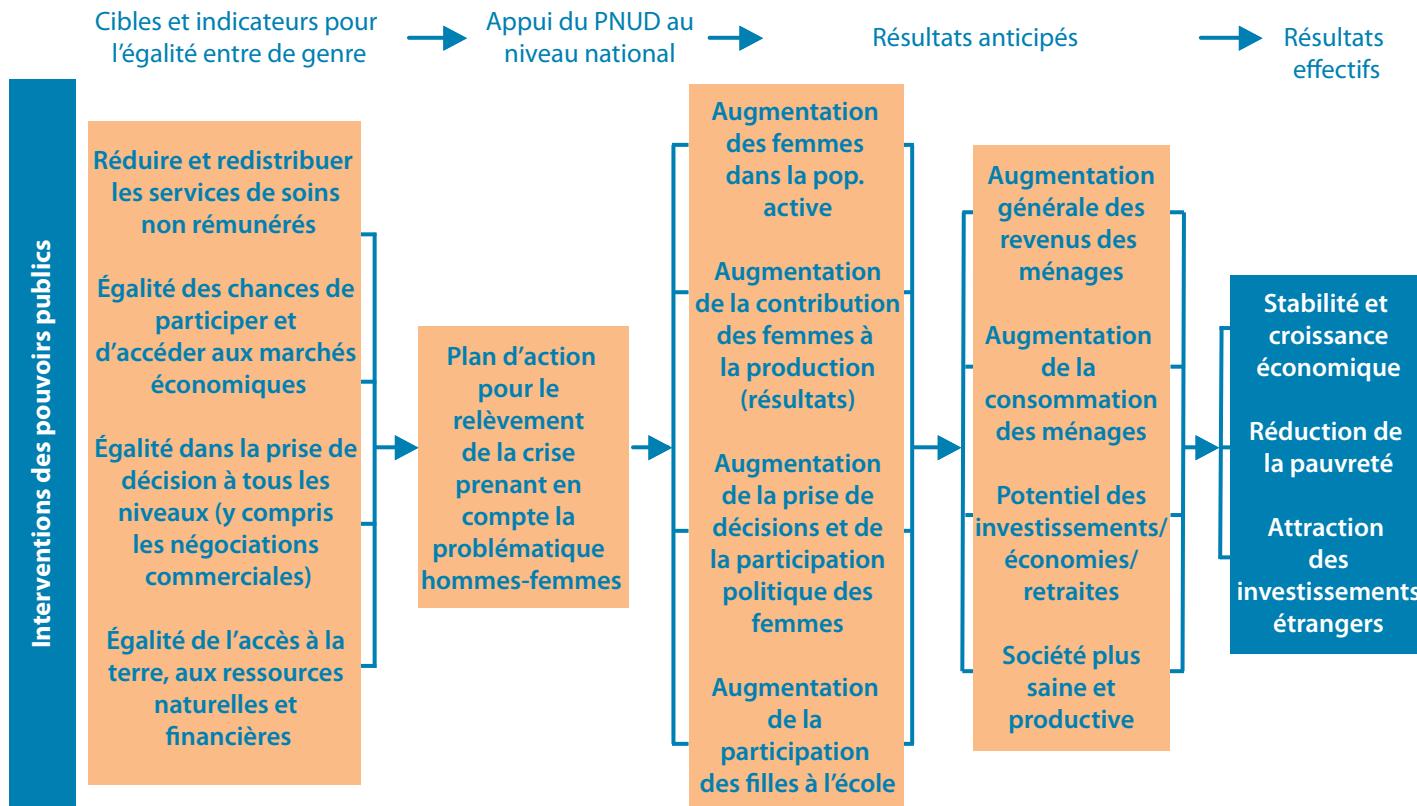
– Jitra Kotchadet, chef de syndicat et militante pour les droits des travailleuses, Thaïlande

secteur, les femmes sont surreprésentées dans le secteur informel concentré autour des mines. Ainsi, les femmes ont été sévèrement affectées et ont perdu une source cruciale de revenus. Une récente étude du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) indique que dans trois provinces, 16 pour cent des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë et 7 pour cent souffrent de malnutrition aiguë sévère. Cette situation est un résultat direct de l'extrême pauvreté dans le pays, qui

affecte particulièrement les femmes dans les zones rurales où plus de 6 personnes sur 10 vivent avec moins de 1,25 dollar US par jour²¹.

La Figure 2 fournit un cadre de travail pour une reprise économique prenant en compte la problématique hommes-femmes et pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Dans ce contexte, il est important de donner la priorité aux interventions qui favorisent l'égalité de genre (telles que les projets d'infrastructures sociales et de petites infrastructures qui emploient et profitent à la fois aux hommes et aux femmes pauvres), qui étendent les crédits aux femmes entrepreneurs et productrices et qui fournissent une éducation technique aux jeunes hommes et jeunes filles vivant dans la pauvreté. En outre, l'expérience acquise en Amérique Latine²² montre que les programmes sociaux ciblant les femmes, tels que les transferts monétaires assortis de conditions, débouchent sur des résultats positifs en autonomisant les femmes et en profitant à leurs familles.

Figure 2 : Cadre de travail prenant en compte la problématique hommes-femmes pour le relèvement économique et l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement



Source: Anna Fälth et Mohammad Abbadi, équipe du PNUD pour l'égalité entre de genre, 2009.

III. Guide pratique : le rôle du PNUD dans la réaction face à la crise

La crise représente une sérieuse menace pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Elle a déjà eu des impacts sur les revenus des familles et leur nutrition (OMD 1) ; l'éducation des filles (OMD 2 et 3) ; l'égalité entre de genre (OMD 3) ; la santé maternelle et infantile et le VIH/SIDA (OMD 4, 5 et 6) ; l'accès à l'eau et aux installations sanitaires (OMD 7) ; et l'aide publique au développement, la dette et le commerce (OMD 8). Il a été estimé qu'entre 200 000 et 400 000 autres enfants par an pourraient mourir si la crise persiste²³. Elle menace également la loi et le maintien de l'ordre et la stabilité générale des États.

Des efforts concertés sont plus que jamais nécessaires en temps de crise. Au niveau international, le PNUD devrait jouer un rôle majeur en partenariat avec des agences de l'ONU, ainsi qu'avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, dans le contrôle et l'évaluation de l'attribution des fonds du G-20 aux pays en développement, afin de veiller à ce que ces fonds soient utilisés de manière efficace pour répondre aux besoins de développement et pour le relèvement économique.

Au niveau des pays, le PNUD devrait collaborer avec d'autres partenaires au développement (par ex., les organisations de la société civile, les regroupements de femmes, les médias, le secteur privé et d'autres parties prenantes) pour prendre l'initiative dans l'appui aux gouvernements et dans la coordination de la réaction du système de l'ONU à la situation.

NIVEAU INTERNATIONAL

La crise a mis en lumière le besoin urgent de mettre en place des réglementations plus étendues et efficaces dans l'économie mondiale, et de nombreuses propositions ont été mises en avant pour réformer le système financier et économique actuel. Des messages forts à ce sujet ont été formulés par les principaux dirigeants, tels que le Premier ministre Gordon Brown, le Président Barack Obama et le Président Nicolas Sarkozy. Des engagements visant à réformer le secteur financier ont été pris lors de la réunion du G-20 en avril 2009²⁴ et d'autres visant à renforcer la coopération multilatérale internationale l'ont été lors de

la réunion du G-8 en juillet 2009²⁵. Des propositions concrètes, telles que la mise sur pied au niveau mondial de nouvelles institutions et de nouveaux organismes gouvernementaux et conseils consultatifs (par ex., le Fonds Mondial de Relance, l'Autorité Mondiale de Réglementation Financière et le Conseil Mondial de Coordination Economique), ont été formulées par le Président de l'assemblée générale des Nations Unies dans le cadre de la préparation de la conférence sur la crise économique et financière mondiale et son impact sur le développement qui s'est tenue fin juin 2009.

Ces débats et propositions pour un élargissement du rôle de l'État dans la réglementation de l'économie sont en phase avec les critiques et les solutions alternatives proposées par les experts en matière d'égalité de genre. Le message qui est passé est que les marchés non réglementés ne peuvent pas nécessairement atteindre tout le monde et fonctionner pour chacun. Une redéfinition de ce qu'est la « production » - et de ce qu'elle n'est pas - est nécessaire pour établir la valeur et la contribution des services de soins non rémunérés prodigués par les femmes. Des femmes économistes ont également appelé à une meilleure réglementation étatique afin de renforcer l'équilibre économique et de garantir une participation équitable des hommes et des femmes, sans discrimination de genre (réglementation préférentielle) ni réglementations biaisées (par ex., des inégalités de salaires pour un travail égal).

La communauté internationale est ouverte au changement. L'occasion se présente donc de s'assurer que les réformes de la structure et du système financier profitent à tout le monde – aux nations développées et en développement, aux zones rurales et aux zones urbaines, aux pauvres et aux riches et aux hommes ainsi qu'aux femmes. Cependant, des questions demeurent quant à savoir comment mener ce changement et qui prendra part au processus de prise de décisions. Pour garantir l'avènement d'un système financier inclusif et transparent, de nouvelles mesures réglementaires doivent reposer sur un réseau composé d'autorités nationales et régionales et de parties prenantes clés issues de pays développés et de pays en développement et

fonctionnant correctement, et elles doivent comprendre des systèmes efficaces de reporting et de surveillance des institutions financières internationales. Si le Fond Monétaire International est placé au centre de la coordination mondiale des politiques macroéconomiques, la participation des pays en développement devrait s'accroître afin de garantir que leur voix soit égale à celle des pays développées – notamment pour ce qui concerne les décisions qui les affectent directement. À cet égard, les agences de l'ONU et leurs partenaires doivent s'engager dans une réaction mondiale à la crise et dans des négociations immédiates visant à réformer l'architecture financière et la méthodologie par laquelle ces fonds devraient être attribués, de manière qu'ils profitent aux hommes et aux femmes pauvres.

Un enseignement tiré de la crise financière asiatique est que les politiques de relance ciblées ont été efficaces dans la facilitation des processus de relèvement. Dans la crise actuelle, la plupart des pays développés ont réagi en injectant de l'argent dans leur économie afin de regagner la confiance du marché ; ils ont fourni des cautions et des subventions et ils ont introduit un ensemble de mesures de relance très élevés (en volumes). Le PNUD joue un rôle important dans l'encouragement des partenaires internationaux à appliquer une plus grande cohérence politique entre les pays développés et les pays en développement, et dans l'aide aux gouvernements pour qu'ils maintiennent, au moins, l'élaboration de programmes et les dépenses en ces temps de crise économique. Que les accroissements des dépenses publiques ou la diminution des impôts effectuée par les pays développés aient réussi ou non à relancer leurs économies, les pays en développement devraient bénéficier des mêmes opportunités pour appliquer des politiques similaires.

Des ressources plus importantes devraient être canalisées vers les pays en développement, y compris à travers l'augmentation des aides officielles au développement, afin que les acquis réalisés dans l'atteinte des OMD soient préservés et que les économies du Sud dans leur globalité soient relancées. Les pays disposant de larges réserves, comme la Chine, pourraient aider à stimuler les économies des pays en développement en augmentant les investissements, en renforçant les échanges commerciaux et en élargissant la coopération Sud-Sud. La pression sur la communauté internationale devrait être maintenue, en

vue de promouvoir l'atteinte de l'OMD 8 par le biais du développement d'un système financier et commercial ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire, ainsi que par le biais tant d'une résolution complète des problèmes de la dette à travers la prise de mesures nationales et internationales que d'une réponse spécifique aux besoins des pays les moins développés. Le Cycle de Doha pour le développement doit être achevé – à défaut, le système commercial restera instable.

Finalement, un leadership au niveau mondial devient essentiel. Cette crise constitue l'occasion de faire émerger des hommes et des femmes visionnaires qui peuvent faire avancer le monde vers une nouvelle économie mondiale plus inclusive et équitable.

NIVEAU NATIONAL

En temps de crise, des efforts concertés sont plus que jamais nécessaires. Ainsi, les gouvernements et le PNUD devraient travailler ensemble à planifier et à orienter avec soin leurs dépenses pour cibler les domaines qui contribueront plus à la relance économique.

Des facteurs tels que la chute des prix des produits de base entravent de plus en plus la capacité des pays les plus pauvres à faire des choix budgétaires sans mettre en péril leur durabilité financière et leur stabilité économique. La Banque mondiale a estimé que les pays en développement seront confrontés à un déficit financier de l'ordre de 300 à 700 milliards de dollars US, dont le montant dépendra de la sévérité de la crise ainsi que de la fermeté et de la ponctualité des réponses politiques²⁶. Il est déjà évident que les pouvoirs publics sont en train d'ajuster leurs budgets et de supprimer des allocations de fonds à des secteurs qui jouent un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté et des inégalités de genre.

Par exemple, la Géorgie a supprimé le financement du programme d'aide médicale aux enfants, d'oncologie, de gynécologie, des soins d'urgence et de santé en milieu rural.²⁷

Les gouvernements nationaux doivent faire leur possible pour sauvegarder les dépenses essentielles à l'atteinte des OMD. Les domaines concernés devraient comprendre la santé, l'éducation de base, l'énergie domestique, l'eau et les installations sanitaires, la vulgarisation agricole et

certaines infrastructures. D'autres domaines, tels que ceux que le « Programme d'Action de Beijing » identifie comme étant moins essentiels, devraient plutôt faire l'objet de réductions²⁸. L'autonomisation des femmes et des filles est un investissement utile et souvent sans coûts majeurs. D'importantes économies peuvent être réalisées à travers une coordination et une gestion plus efficaces de l'aide ainsi qu'à travers un contrôle des gaspillages et de la corruption au sein de l'État.

Les pouvoirs publics de la plupart des pays à faible revenu n'ont pas la capacité de prendre des mesures de relance en faveur des pauvres. Cependant, certains pays relativement plus développés tels que la Chine, l'Indonésie et la Malaisie ont annoncé des plans de relance spécifiquement axés sur les pauvres des milieux ruraux. Certains pays comme la Corée du Sud et les Etats-Unis, ont saisi l'occasion pour s'attaquer simultanément à deux défis majeurs au niveau mondial – la crise économique et le changement climatique planétaire – pour développer de nouvelles économies plus propres. Pendant que les États-Unis concentrent leurs efforts sur la manière de rendre l'énergie propre et durable plus rentable, la République de Corée cible le recyclage, la réduction de l'empreinte carbone, la préservation des sources d'énergie, la prévention d'inondations, la gestion des cours d'eau et l'entretien des ressources forestières²⁹. Ce qui compte, c'est que ces dépenses de relance et les autres dépenses afférentes à la crise profitent aussi bien aux femmes qu'aux hommes.

Des politiques budgétaires et monétaires expansionnistes seront nécessaires pour maintenir ou accroître les dépenses dans les secteurs et les programmes les plus cruciaux pour la reprise économique, la stabilité et la croissance (par ex., ceux en faveur de l'éducation et de la formation, de la création d'emplois, de la santé et de la nutrition et de la sécurité sociale). La crise fournit des occasions d'instituer des politiques, des programmes, des formations et des orientations favorables à l'accession des femmes à des secteurs dominés par les hommes et sur lesquels les efforts de relance économiques ont tendance à se concentrer . Il existe des exemples de programmes conçus pour prendre en compte la problématique hommes-femmes dont des femmes et des communautés entières ont bénéficié incluant des programmes de travaux publics, des projets d'infrastructures physiques (par ex., la reconstruction de systèmes d'irrigation, l'aménagement des terres, la

reforestation et l'afforestation, la construction de routes en milieu rural et le contrôle des risques d'inondation) ou bien l'extension de services sociaux (par ex. les soins aux enfants et aux personnes âgées et un meilleur accès à l'éducation)³⁰. La création d'emplois découlant d'investissements dans l'infrastructure sociale (par ex., l'extension et l'amélioration de prestations de services dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la nutrition) allègerait la charge des services de soins non rémunérés effectués par les femmes et permettrait à celles-ci d'accéder à un emploi rémunéré³¹.

Les protections sociales préservent contre les risques affectant les moyens de subsistance et contre la précarité, elles permettent d'atténuer les effets négatifs des chocs sur le revenu des ménages et elles empêchent une transmission de la pauvreté d'une génération à l'autre. Ces mesures de protection comprennent l'assurance sociale (par ex., argent, nourriture, bons et subventions) et les services sociaux (par ex., les programmes de santé maternelle et infantile et les programmes de nutrition). Ces programmes de protection sociale devraient être encouragés, notamment dans les pays à revenu intermédiaire.

PLAN D'ACTION POUR UNE REPRISE ÉCONOMIQUE PRENANT EN COMPTE LA PROBLÉMATIQUE GENRE AU NIVEAU DES PAYS

Les bureaux de pays du PNUD devraient élaborer des plans d'action destinés à appuyer les programmes de relance prenant en compte la problématique genre. Ces plans d'action pourraient prendre la forme d'initiatives individuelles ou intégrées dans des plans de réaction à la crise. À cet égard, les activités suivantes devraient être menées :

Étape 1 : Établir un groupe consultatif sur la crise et l'égalité de genre

Objectif: garantir une cohérence dans la réaction à la crise.

Membres : le Groupe Consultatif sur la Crise et l'Egalité de Genre (GCAG), présidé par le représentant/coordinateur résident, devrait être composé des membres du groupe thématique sur l'égalité de genre, des conseillers sur la pauvreté et des représentants des pouvoirs publics et des ONG.

Activités : le GCAG devrait initier des discussions avec les parties prenantes – notamment les ministères directement

impliqués dans les efforts de relance suite à la crise – et devrait garantir la participation active des mouvements nationaux de femmes. Ces discussions aideront à mieux comprendre les impacts différenciés de la crise sur les hommes et les femmes pauvres et pourront déboucher sur le développement d'un plan de réaction cohérent et concerté qui répondra aux besoins spécifiques des hommes et des femmes vivant dans la pauvreté. Le GCAG devrait être activement impliqué dans toutes les activités et réunions de réaction à la crise conduites par les bureaux de pays et leurs partenaires au développement.

Étape 2 : analyser selon la perspective genre de la stratégie nationale de développement, le bilan commun de pays et le cadre d'aide au développement des Nations Unies

Objectif : examiner l'établissement des priorités du pays et les réalisations obtenues avant la crise.

Acteurs : un ou deux membres du GCAG en consultation avec le reste du groupe.

Activités : les membres du GCAG devraient entreprendre un examen documentaire selon la perspective genre des stratégies nationales de développement, des bilans communs de pays et du cadre d'aide au développement des Nations Unies afin d'établir des critères de référence d'avant-crise dans le pays et d'identifier les priorités et les réalisations du pays avant la crise. Cet examen documentaire devrait être concis et servir de vue d'ensemble pour les autres activités identifiées dans cette note d'orientation.

Étape 3 : effectuer une analyse de situation/une évaluation prenant en compte la problématique genre

Objectif : évaluer l'impact de la crise sur les femmes et les hommes vivant dans la pauvreté.

Acteurs : le GCAG devrait former des sous-groupes afin de mener des études d'évaluation au niveau local prenant en compte la problématique genre. Les principaux contributeurs devraient comprendre des organisations sur le terrain et des ONG locales.

Activités : au sein du GCAG, le PNUD possède l'avantage comparatif de pouvoir diriger une telle évaluation en prenant en compte la problématique genre. En fonction de la disponibilité des ressources humaines et financières, cette

évaluation pourrait être plus ou moins élaborée. Si les ressources sont limitées, les données et les informations pourraient être collectées auprès des supports médiatiques, des universitaires et à travers des interviews avec des femmes, des hommes, des filles et des garçons au niveau local. Si les ressources sont disponibles, les études devraient constituer une évaluation complète.

L'évaluation prenant en compte la problématique genre devrait se concentrer sur les préoccupations et les changements possibles concernant les points suivants :

- Demande des produits d'exportation par secteur (secteurs dominés par les femmes ou les hommes ?) ;
- Flux de capital, y compris les investissements directs étrangers par secteur (secteurs dominés par les hommes ou par les femmes) et accès aux services financiers des petites et moyennes entreprises, des entrepreneurs et des hommes et femmes pauvres ;
- Flux d'émigrants et de transferts de fonds et leur impact sur le revenu des ménages ;
- Montant et/ou priorités de l'aide publique au développement et leur impact différencié sur les hommes et les femmes ;
- Dépenses publiques et priorités budgétaires dans des secteurs particuliers et leur impact différencié sur les hommes et les femmes ;
- Emploi et chômage par secteur et leur impact différencié sur les hommes et les femmes ;
- Coût de la vie (par ex., les denrées alimentaires, les combustibles, l'électricité, l'eau) et son impact sur les ménages ;
- Préoccupations concernant la sécurité et les risques et leur impact sur les femmes et les filles (par ex. violence en fonction du sexe, y compris violence domestique, traite, exploitation sexuelle et crimes des rues) ;
- Pratiques alternatives génératrices de revenu (légales/illégales, formelle/informelles, sûres/ dangereuses), avec une attention particulière portée à l'impact de ces pratiques sur le taux de VIH/SIDA ; et
- Charge des services de soins non rémunérés effectués par les femmes et les filles et résultant des changements cités ci-dessus.

Étape 4 : définir les points d'entrée des interventions prenant en compte la problématique hommes-femmes

Objectif : en se fondant sur la conclusion de cette évaluation, identifier les secteurs et domaines où la crise a le plus fort impact sur les hommes et les femmes pauvres.

Acteurs : membres du GCAG.

Activités : la conclusion de l'évaluation menée à l'étape 3 devrait être comparée aux priorités de l'analyse de pays effectuée à l'étape 2. Si le pays n'a pas identifié les points d'entrée identifiés à l'étape 3 en tant que priorités (par ex., les préoccupations et changements possibles), organiser une mobilisation pour en faire des domaines de priorité. Si les points d'entrée ont été identifiés en tant que domaines de priorité dans la stratégie nationale de développement/PNUD, il est important d'apporter une aide technique, afin de garantir que les points d'entrée correspondent aux nouveaux besoins. Par exemple, cibler l'émigration des femmes adultes peut avoir initialement été identifié comme une priorité. Cependant, la crise a entraîné une baisse de l'âge moyen des femmes émigrant – un nombre croissant de femmes plus jeunes et d'adolescentes émigrent à la recherche d'un emploi. Ainsi, il est possible que l'approche initiale adoptée et la réponse politique apportée doivent être modifiées ou adaptées. Le GCAG devrait identifier des domaines de responsabilité précis et attribuer les rôles en conséquence. Du fait que l'impact différencié de la crise sur les femmes et sur les hommes résulte en partie d'une discrimination et de préjugés déjà existants à l'encontre des femmes et des filles, il est nécessaire que le GCAG se reporte à la Stratégie pour la promotion de l'Égalité des Sexes (2008-2013) et prenne un ou plusieurs des objectifs suivants en compte :

- Partage équitable des responsabilités au niveau du foyer et réduction de la charge des services de soins non rémunérés ;
- Participation équitable des femmes et des hommes au développement économique et accès équitable à l'emploi et aux marchés ;
- Participation équitable des femmes et des hommes à tous les niveaux de décision ; et
- Accès équitable aux terres et aux ressources financières et naturelles pour les hommes comme pour les femmes.

Étape 5 : identifier des mesures innovatrices pour réagir rapidement à la crise

Objectifs : identifier des mesures à effet rapide pour le relèvement face à la crise.

Acteurs : les membres du GCAG.

Activités : la crise ouvre la voie aux pays en développement pour qu'ils mettent en place des mesures innovatrices et non traditionnelles afin d'accélérer leur reprise économique. Le PNUD peut appuyer l'intégration par les pays des activités suivantes au sein de leur plan de relance et de réaction face à la crise :

- Collaborer avec les gouvernements locaux pour introduire des programmes alternatifs axés sur les partenariats public-privé – une des formes les plus prometteuses de collaboration avec des hommes et des femmes au niveau local pour la prestation de services de base ;
- Promouvoir des emplois verts et des entreprises vertes gérées par des femmes ;
- Permettre aux femmes disposant de peu de moyens d'accéder à la microfinance ;
- Établir des programmes de garantie d'emploi axés sur des projets d'infrastructure sociale profitant aux hommes et aux femmes pauvres (par ex., accès à l'eau, aux services de soins et aux services sociaux) ;
- Introduire des programmes alternatifs d'énergie à faible coût qui permettent de réduire le temps consacré par les femmes et les filles aux services de soins non rémunérés, y compris l'introduction de technologies permettant une économie de main d'œuvre ;
- Développer des programmes de transferts monétaires assortis de conditions, qui permettent de motiver les ménages et leur évitent d'adopter des stratégies d'adaptation à court terme qui ont des impacts à long terme sur le développement humain.

Étape 6 : organiser des consultations au niveau ministériel pour présenter les résultats et influencer les politiques

Objectifs : partager les résultats avec les ministères de

l'Économie, des Finances, du Commerce et du Genre, ainsi qu'avec les autres parties prenantes et élaborer conjointement un plan d'action pour une mise en œuvre immédiate.

Acteurs : le GCAG et les ministères concernés, ainsi que les autres parties prenantes des secteurs public et privé et des organisations de la société civile.

Activités : après avoir établi les points d'entrée appropriés et l'ensemble des mesures adaptées à prendre au niveau national, le GCAG devrait présenter ses conclusions aux ministères concernés et collaborer avec eux pour formuler un plan d'action face à la crise prenant en compte la problématique hommes-femmes pour une mise en œuvre immédiate. Ce plan d'action doit être formulé de manière à répondre aux objectifs de développement à court, moyen et long terme.

La crise donne des occasions de changer et d'innover. Il n'est pas toujours nécessaire de supprimer des emplois en temps de récession économique. En consultation avec les chefs d'entreprise, des mesures innovatrices (par ex. des subventions et des réductions et abattements fiscaux) et de nouveaux modèles d'affaires pourraient être identifiés dans le but de favoriser la rétention du personnel (les femmes migrantes notamment) et permettre aux entreprises de faire des profits tout en étant socialement et écologiquement responsables.

Étape 7 : mettre en place ou renforcer les efforts pour institutionnaliser la budgétisation sensible au genre

Objectif : promouvoir des solutions à moyen et long terme pour une égalité de genre et une autonomisation des femmes dans le cadre de la crise et des efforts de relèvement.

Axer les budgets sur les points d'entrée pour un relèvement économique prenant en compte la problématique hommes-femmes, tels qu'identifiés à l'étape 4, aiderait les gouvernements à promouvoir une reprise, une croissance et une stabilité économiques grâce à une participation accrue des femmes aux activités économiques, à la production et à la main-d'œuvre. D'autres résultats de développement pourraient comprendre un revenu des ménages plus élevé et une société en meilleure santé, mieux éduquée et plus productive, active dans les processus de prise de décision aux niveaux local et national. Ces résultats anticipés sont la force motrice pour réduire la pauvreté et atteindre les OMD.

La loi indienne sur la garantie de l'emploi en milieu rural, qui emploie des hommes et des femmes pour effectuer des travaux publics en milieu rural, comprend des projets sur la reconstruction des systèmes d'irrigation, l'aménagement des terres, la reforestation, la construction de routes en milieu rural et le contrôle du risque d'inondation. Les femmes sont employées pour ces travaux de construction et ont pour tâche de fournir de l'eau, des soins et de l'ombre pour les enfants des ouvriers.

Acteurs : le GCAG et les ministères concernés.

Activités : la budgétisation sensible au genre peut servir d'outil pour accélérer les efforts de relèvement et garantir que les dépenses de l'État et les priorités budgétaires ciblent les femmes et les hommes les plus touchés par la crise. Dans ce contexte, les bureaux de pays du PNUD peuvent jouer un rôle important pour aider les gouvernements à élaborer, planifier et suivre leur budgets dans le but de s'assurer que les fonds publics et les programmes profitent aux hommes et aux femmes les plus affectés par la crise. En fonction des besoins spécifiques du pays et de ses priorités, le PNUD peut contribuer aux activités suivantes :

- Analyser les changements budgétaires par secteur et type de main-d'œuvre (femmes dans un secteur dominé par les hommes) dans le but d'identifier les travailleurs les plus affectés ;
- Analyser l'incidence des bénéfices afin d'évaluer la répartition des ressources budgétaires entre les femmes et les hommes ;
- Évaluer les bénéficiaires pour analyser les opinions des utilisateurs / populations cibles ;
- Mener des études de suivi des dépenses publiques pour déterminer si les fonds sont affectés et s'ils profitent aux populations cibles ;
- Analyser les budgets-temps pour évaluer l'impact des ressources allouées par l'État et les modèles d'accroissement des recettes sur les emplois rémunérés et non-rémunérés ; et

- Analyser l'incidence des revenus afin d'évaluer la manière dont les augmentations de recettes de l'État affectent différemment les hommes et les femmes.

Étape 8 : renforcement des capacités et/ou des consultations pour les parties prenantes concernées, y compris les responsables du gouvernement, les chefs d'entreprises et les organisations de la société civile

Objectif : encourager des réactions à la crise qui soient socialement responsables et qui prennent en compte la problématique hommes-femmes.

Acteurs : les membres du GCAG, aidés par des experts au niveau local.

Activités : les résultats de l'évaluation devraient guider l'orientation du renforcement des capacités. Par exemple, il est possible que les parties prenantes n'aient pas la capacité suffisante pour comprendre l'impact de la crise sur les hommes et les femmes pauvres et quelles réactions à la crise - tenant compte à la fois des hommes

et des femmes - seront nécessaires.

Étape 9 : surveiller l'impact de la réaction à la crise et identifier les enseignements tirés et les bonnes pratiques

Objectif : identifier les enseignements tirés et les bonnes pratiques.

Acteurs : un agent de liaison nommé au sein du GCAG et responsable de la surveillance et de l'évaluation.

Activité : mener des évaluations mensuelles et trimestrielles et des consultations avec les gouvernements et les partenaires au développement afin d'évaluer la réussite du plan d'action et d'ajuster ce plan en conséquence. De plus, les agents de liaison du PNUD spécialisés dans l'égalité de genre devraient faire part des résultats obtenus aux autres bureaux de pays, aux coordonnateurs résidents et aux représentants résidents, afin de favoriser l'identification et l'apprentissage des bonnes pratiques.

IV. Enseignements retenus

Les crises précédentes ont montré qu'investir dans les infrastructures et les filets de la sécurité sociale sont des méthodes efficaces pour sortir de la crise économique. De telles approches ont tendance à générer des mesures à effets rapides, comme la création d'emplois pour les hommes et femmes pauvres.

Les actions requises proposées dans cette note d'orientation s'appuient sur les expériences acquises et les enseignements retenus par le PNUD en réponse à la crise financière asiatique de 1997-1998. L'appui apporté par le PNUD à cette époque comprenait notamment les types d'activités suivantes : évaluation et étude, aide technique, renforcement des capacités, établissement de budgets, suivi et évaluation et introduction de mesures innovantes alternatives. Le principal enseignement qui en est ressorti est que presque toutes les interventions doivent cibler les segments les plus pauvres de la société, avec une

attention spécifique portée aux programmes sociaux et au relèvement social, aux dispositifs de protection de la sécurité sociale et à la création d'opportunités d'emploi pour les hommes et les femmes pauvres.

En Indonésie, le PNUD, avec les contributions de donateurs bilatéraux, a lancé le Programme de relèvement communautaire, afin de renforcer les capacités des groupes communautaires locaux et des organisations non gouvernementales à apporter des secours d'urgence aux provinces les plus pauvres. Sous la direction du PNUD, une Unité d'appui des Nations Unies pour le relèvement de l'Indonésie a été mise sur pied pour surveiller l'impact social et humain des crises économiques et environnementales touchant le pays, pour analyser l'intégration des politiques de relèvement social et économique et pour apporter un appui à la coordination de l'aide d'urgence.

En Malaisie, le PNUD a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité de planification économique du gouvernement et le ministère de l'Unité nationale et de la Sécurité sociale sur une évaluation participative rapide³² de la pauvreté.

Aux Philippines, le PNUD a lancé un projet pilote pour une enquête annuelle nationale sur la pauvreté, qui a été élargie pour inclure l'élaboration d'un cadre de travail analytique qui évalue de manière systématique les effets des dépenses publiques sur les revenus sociaux. Le PNUD a également apporté son appui au gouvernement dans la réalisation d'une étude de faisabilité pour l'établissement d'un Fonds d'investissement social destiné à améliorer le financement des programmes nationaux d'atténuation de la pauvreté. Le PNUD a collaboré avec les ONG dans le cadre de deux projets d'aide technique, afin de renforcer les capacités d'investigation des médias et la voix de la société civile par rapport aux processus de réforme économique et de promouvoir les dialogues des parties prenantes sur les questions de gouvernance qui affectent la performance des prestations de services (par ex., la transparence et la redevabilité). De plus, le PNUD a effectué une évaluation des initiatives de programmes de lutte contre la pauvreté reposant sur l'efficacité, la transparence et la redevabilité.

En République de Corée, le PNUD a collaboré avec les partenaires locaux pour développer une initiative destinée à soutenir des moyens de subsistance alternatifs pour les chômeurs des zones urbaines. Dans les communautés où les hommes et les femmes au chômage sont concentrés, cette initiative a porté ses efforts sur le pilotage d'entreprises coopératives vertes, telles que l'agriculture biologique et le recyclage des déchets domestiques et industriels.

En Thaïlande, le PNUD a apporté un appui direct au Comité de politique sociale dans le cadre de son travail de supervision des programmes nationaux de relèvement social. Un plan d'action a été établi avec des activités qui comprenaient par exemple le développement d'une approche structurelle pour étudier les problèmes sociaux, le renforcement des capacités des responsables publics en termes de développement participatif et holistique et l'introduction d'un système budgétaire holistique (c'est-à-dire, un système budgétaire qui prend en compte les problèmes institutionnels, sociaux, humains et économiques). Le PNUD a apporté une aide directe à la gestion du Projet d'investissement social, financé à travers un fonds d'emprunt de 430 millions de dollars US provenant de la Banque mondiale, et a aidé à la gestion des fonds, à la coordination de l'aide technique, ainsi qu'au suivi et à l'évaluation. Le PNUD a mené une étude portant sur l'évaluation des besoins de formation dans trois provinces du Nord-Est (où un nombre élevé de travailleurs a été licencié de l'industrie de construction) afin d'aider à élaborer des formations destinées à faciliter la réinsertion de ces travailleurs dans la population active. Le PNUD a organisé des consultations au niveau national avec le ministère de l'Éducation, la Commission nationale de l'éducation, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement pour explorer les moyens d'atténuer le problème de déscolarisation en cycle secondaire résultant de la crise économique. Un projet de décentralisation de 2 millions de dollars US a permis d'aider les centres éducatifs communautaires qui se sont attaqués à ce problème. Ce projet a bénéficié d'une évaluation par l'UNICEF de l'impact de la crise sur le secteur de l'éducation.

V. Ressources et lectures recommandées

- Elson, D. 2002. 'International Financial Architecture: A View from the Kitchen'. *Politica Femina*. Printemps.
- Jahan, S. 2009. 'Focus: Gender Effects of Economic Crisis'. Presentation. Economics of Crisis. Juillet. Disponible à: www.economicsofcrisis.com/economics_of_crisis/vulnerable.html.
- UNDP. 2008. *Autonomisation et Égalité: Stratégie pour la Promotion de l'Égalité des Sexes 2008-2011*. Disponible à: www.undp.org/women/docs/GES2008-Fr.pdf.
- UNDP. 2009. 'Consolidated Reply of the E-consultation on Gender and the Crisis'. Document interne. 18 février. Disponible à: http://messages.undp.org/?messageid_=JiMwMyAnXT8qCg==&src=.

UNDP. 2009. 'Gender Equality and the Global Food, Fuel and Financial Crises: A Perspective from Africa'. Printemps. Disponible à: www.undp.org/women.

UNDP. 2009. 'The Current Economic and Financial Crisis: A Gender Perspective'. Background paper. Printemps. Disponible à: www.undp.org/women.

UNDP. Growing Inclusive Markets initiative. Voir: www.growinginclusivemarkets.org.

United Nations. 2008. 'Déclaration de Doha sur le Financement du Développement'. Décembre. Disponible à: <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/LTD/N08/630/56/PDF/N0863056.pdf?OpenElement>.

United Nations. 2009. 'The Gender Perspectives of the Financial Crisis'. WomenWatch. Disponible à: www.un.org/womenwatch/feature/financialcrisis/.

NOTES DE BAS DE PAGE

- 1 La « balance des paiements » d'un pays compare la différence en dollars entre ses exportations et importations au cours d'une période donnée (la balance des paiements comprend aussi les exportations et importations financières). Une balance des paiements négative signifie que davantage de flux d'argent quittent le pays qu'ils n'en rentrent.
- 2 *Khaleej Times Online*, 2010. « Global Investment Flows Dropped in 2009 » 19 janvier. Disponible à : www.khaleejtimes.com/biz/inside.asp?xfile=/data/business/2010/January/business_January409.xml§ion=business.
- 3 K. D. Venner. « The Impact of the Current Financial Crisis on the Developing Countries ». Le blog de la croissance. Disponible à : www.growthcommissionblog.org/content/the-impact-of-the-current-financial-crisis-on-the-developing-countries.
- 4 Les chiffres réels n'ont pas été encore publiés. Voir les prévisions à www.wto.org/english/news_e/pres09_e/pr554_e.htm et www.wto.org/english/news_e/news09_e/tpr_13jul09_e.htm.
- 5 Agence centrale de renseignement (CIA) du gouvernement des États-Unis, 2009. « Cambodia Economy 2009 » The World Factbook. Tel que publié à : www.theodora.com/wfbcurrent/cambodia/cambodia_economy.html.
- 6 Bureau central des statistiques de la République de Zambie. *Main Zambia Census Report*, 2000. Chapitre 1. Disponible à : www.zamstats.gov.zm/media/chapter_1_background_-_final.pdf.
- 7 Voir www.fao.org/ag/AGP/AGPC/doc/Counprof/Benin/Benin.htm.
- 8 D. W. Te Velde, 2009. « The Global Financial Crisis and Developing Countries. Preliminary Synthesis of Ten Draft Country Reports ». Institut de développement à l'étranger. Disponible à : www.odi.org.uk/resources/download/3251.pdf
- 9 La balance des revenus fiscaux d'un gouvernement, plus les recettes générées par les ventes d'avoirs, moins les dépenses du gouvernement. Si la balance est négative, le gouvernement connaît un déficit budgétaire.
- 10 C. Harper, 2009. « The Global Financial Crisis: Identifying the Chronically Poor in Low Income Countries » Blog de l'Institut de développement à l'étranger. 16 octobre. Disponible à : http://blogs.odi.org.uk/blogs/main/archive/2009/10/16/world_poverty_day_children_global_financial_crisis.aspx.
- 11 Les services de soins non-rémunérés font référence aux activités non compensées qui permettent de servir les personnes et leur bien-être, y compris les activités de soins personnels et celles relatives aux soins telles que la cuisine, le ménage et le lavage des vêtements. Pour plus d'informations, veuillez consulter la note de politique sur les services de soins non rémunérés (Numéro 1, octobre 2009).
- 12 D. M. Dembele, 2009. « The Global Financial Crisis: Lessons and Responses from Africa ». Forum pour les alternatives africaines. 19 mars. Disponible à : www.pambazuka.org/en/category/features/54982.
- 13 D. Ratha, S. Mohapatra et Z. Xu, 2008. « Outlook for Remittance Flows 2008–2010 ». Note sur l'émigration et le développement 8. Banque mondiale. Novembre. Disponible à : http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1110315015165/MD_Brief8.pdf.
- 14 F. Gul Unal, M. Dokmanovic et R. Abazov, 2009. « The Economic and Financial Crises in CEE and CIS: Gender Perspectives and Policy Choices ». Document de discussion UNIFEM : une contribution à la réunion d'examen régional de Beijing +15, organisée par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe. Disponible à : www.unifem.org/cedaw30/events_calendar/attachments/FCPaper-Dec_14_2009_FINAL.doc.
- 15 Human Rights Watch, 2009. « China: Economic Crisis Increases Risks for Migrant Workers ». 23 janvier.
- 16 PNUD et Institut international de recherches et de formation des Nations Unies pour l'avancée des femmes (INSTRAW-ONU). À venir. « Gender and Remittances: Building Gender Responsive Local Development in Six Countries ». Voir aussi : www.un-instraw.org/en/media-center/instraw-in-the-news/women-migrants-lead-way-on-remitt.html.
- 17 Les chiffres exacts n'ont pas encore été publiés. L'Organisation internationale pour l'émigration, 2009. « The Impact of the Global Economic Crisis on Migrants and Migration ». Note de politique de l'OIM. Mars. Voir également : Banque mondiale, 2009. « People Move: A Blog About Migration, Remittances and Development ». Disponible sur : blogs.worldbank.org/peoplemove/monthly-remittances-data-update. Mis à jour le 4 décembre.
- 18 D. Ratha, S. Mohapatra et A. Silwal, 2009. « Migration and Remittance Trends 2009 ». Note sur l'émigration et le développement no. 11. Novembre. Disponible à : <http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1110315015165/MigrationAndDevelopmentBrief11.pdf>.

- ¹⁹ Banque mondiale, 2009. « People Move: A blog about migration, remittances and development ». Disponible à : blogs.worldbank.org/peoplemove/monthly-remittances-data-update. Mis à jour le 4 décembre 2009.
- ²⁰ Voir www.remittancesgateway.org/index.php/press-clippings/flows-information/300-romania-crisis-melts-down-foreign-remittances.
- ²¹ UNICEF, 2009. « Malnutrition among children in southern CAR alarming ». Communiqué de presse. 11 août. Disponible à : www.unicef.org/media/media_50744.html.
- ²² La Banque asiatique de développement indique en référence le succès des transferts monétaires en Amérique Latine : H. H. Son, 2008. « Conditional Cash Transfer Programs: An Effective Tool for Poverty Alleviation? » Séries de notes de politique du département d'économie et de recherche no. 51. Disponible à : www.adb.org/Documents/EDRC/Policy_Briefs/PB051.pdf. Voir aussi : S. R. Gitter et B.L. Barham. « Women's Power, Conditional Cash Transfers, and Schooling in Nicaragua », 2008. *The World Bank Economic Review*. Disponible à : <http://wber.oxfordjournals.org/cgi/content/abstract/lhn006v1>
- ²³ Banque mondiale, 2009. « Crisis Hitting Poor Hard in Developing World ». Communiqué de presse. 12 mai.
- ²⁴ Groupe des vingt, 2009. « Declaration on Strengthening the Financial System ». Disponible à : www.g20.org/Documents/Fin_Deps_Fin_Reg_Annex_020409_-_1615_final.pdf. « Declaration on Delivering Resources through the International Financial Institutions » Disponible à : www.g20.org/Documents/Fin_DepsIFI_Annex_Draft_02_04_09_-_1615_Clean.pdf. 2 avril. Londres.
- ²⁵ Groupe des huit, 2009. Documents du Sommet du G8 2009. Disponibles à : www.g8italia2009.it/G8/Home/G8-G8_Layout_locale-1199882116809_Atti.htm
- ²⁶ Banque Mondiale, 2009. « Swimming against the Tide: How Developing Countries are Coping with the Global Crisis ».
- ²⁷ PNUD. À venir. « "Les politiques de garantie de l'emploi ». Note de politique, Égalité de Genre et Réduction de la Pauvreté.
- ²⁸ Voir : www.un.org/womenwatch/daw/beijing/platform/armed.htm#object2.
- ²⁹ Voir : www.greeneconomyinitiative.com/news/178/ARTICLE/1324/2009-01-06.html.
- ³⁰ PNUD. À venir. « "Les politiques de garantie de l'emploi ». Note de Politique, Égalité de Genre et Réduction de la Pauvreté.
- ³¹ PNUD,. 2009. « Services de soins non rémunérés ». Note de Politique, Égalité de Genre et Réduction de la Pauvreté.
- ³² Une évaluation rapide participative est un outil méthodologique d'étude qualitative employé pour formuler des solutions à des problèmes identifiés. Elle est utilisée par de nombreuses organisations, y compris le PNUD, Action Aid, la Fondation Aga Khan, la Fondation Ford, l'Agence de coopération technique allemande, l'Agence suédoise pour la coopération et le développement international, la Banque mondiale, l'UNICEF et l'UNCHS (ONU Habitat). Cet outil a été développé pour travailler avec les personnes au niveau local sur les analyses et la planification et a contribué au développement de plans d'action et de stratégies de participation. Il a évolué à partir d'une série d'approches qualitatives pluridisciplinaires envers l'apprentissage des conditions au niveau local, des habitants et des perspectives, y compris l'Évaluation rurale rapide et l'Analyse du système

Si vous avez des questions ou souhaitez obtenir de plus amples informations, veuillez contacter Anna Fälth équipe du genre du PNUD à l'adresse anna.falth@undp.org ou Mohammad Abbadi à l'adresse mohammad.abbadi@undp.org.



Programme des Nations Unies pour le Développement
304 East 45th Street
New York, NY 10017

www.undp.org/french/focusareas/women.shtml ou www.undp.org/french/focusareas/poverty.shtml

Les opinions exprimées dans cette note d'orientation sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles des Nations Unies, y compris le PNUD et ses États-membres.